

In geval van een rapport van de commissie waarin wordt besloten tot het ontslag of tot een voorstel tot ontslag, brengt het college de directeur-stagiair op de hoogte daarvan minstens vijftien dagen vóór de vergadering van raad. Als hij het wenst, kan de directeur-stagiair worden gehoord door de raad.

De gemeenteraad benoemt of ontslaat de directeur-stagiair binnen drie maanden na afloop van de stage. De overschrijding van deze termijn vormt geen beletsel voor ontslag of benoeming. ”.

Art. 11. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De aanwervingsprocedures die vóór de inwerkingtreding van deze wijzigingen zijn ingeleid, worden beheerst door de bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van artikel 10 van dit besluit, dat in werking treedt op de in het eerste lid 1 bedoelde datum.

Art. 13. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

—————

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201312]

24 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les règles relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs prestés dans le secteur public et privé par les directeurs généraux, les directeurs généraux adjoints et les directeurs financiers communaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-9, alinéa 1^{er}, modifié par les décrets des 18 avril 2013 et 19 juillet 2018 et L1124-35, alinéa 3, modifié par le décret du 18 avril 2013;

Vu le rapport du 13 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation du 13 juillet 2018 du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 11 septembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 26 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des directeurs généraux, des directeurs généraux adjoints et des directeurs financiers communaux, les prestations effectuées dans les services publics suivants sont prises en considération :

1^o les services de l'Union européenne, d'un Etat membre de l'Union européenne, d'Afrique, des agglomérations de communes, des fédérations de communes, des associations de communes, des services et établissements intercommunaux d'assistance publique, des commissions d'assistance publique, des centres publics d'action sociale, des caisses publiques de prêts ou d'autres services publics, soit comme militaire de carrière, soit comme titulaire d'une fonction rémunérée comportant soit des prestations complètes, soit des prestations incomplètes;

2^o les établissements d'enseignement libre subventionnés, comme titulaire d'une fonction à prestations complètes ou à prestations incomplètes rémunérée par une subvention-traitement;

3^o les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, comme titulaire d'une fonction à prestations complètes ou à prestations incomplètes rémunérée par une subvention-traitement.

Art. 2. Pour l'application de l'article 1^{er}, l'on entend par :

1^o le service de l'Union européenne, d'un Etat membre de l'Union européenne : tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire, et non constitué en personne juridique;

2^o le service d'Afrique: tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique;

3^o les autres services publics :

a) tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personne juridique;

b) tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et qui était constitué en personne juridique;

c) tout service relevant d'une association de communes, d'un centre public d'action sociale, d'une agglomération ou ayant relevé d'une fédération de communes, ainsi que tout service relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

d) toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions;

4^o les militaires de carrière :

a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;

b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires à l'exclusion des prestations d'entraînement;

c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;

d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou réengagement;

e) les aumôniers des cadres actifs et les aumôniers de réserve maintenus en service en temps de paix pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie;

5° les prestations complètes: les prestations de travail dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

Art. 3. Le mode de calcul de l'ancienneté pécuniaire acquise dans les services visés à

l'article 1^{er} est fixé dans le respect des principes suivants :

1° les services accomplis dans une fonction à prestations complètes peuvent être pris en considération à raison de cent pourcents;

2° les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes peuvent être pris en considération à raison du nombre d'années qu'ils représenteraient s'ils avaient été accomplis dans une fonction à prestations complètes, multiplié par une fraction dont le numérateur est le nombre réel de prestations de travail hebdomadaires et dont le dénominateur est le nombre de prestations de travail hebdomadaires correspondant à des prestations de travail complètes;

3° les services se comptent par mois de calendrier; ceux qui ne couvrent pas un mois entier sont omis;

4° la durée des services accomplis dans deux ou plusieurs fonctions exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services qui auraient été accomplis pendant la même période dans une seule fonction à prestations de travail complètes.

Art. 4. Les services accomplis dans le privé ou les périodes d'activité en qualité d'indépendant sont également admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire pour une durée maximale de dix ans, à condition que ces années soient utiles à la fonction.

Cette disposition s'applique aux recrutements de directeurs effectués après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. L'arrêté royal du 29 mars 1995 fixant les règles relatives à la valorisation pécuniaire de services antérieurs prestés dans le secteur public par les secrétaires communaux et les receveurs communaux est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201312]

24 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de regels betreffende de geldelijke valorisatie van vroegere diensten die door de directeurs-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de financieel directeurs in een gemeente, in de openbare en privé-sector werden verricht

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de artikelen L1124-9, eerste lid, gewijzigd bij de decreten van 18 april 2013 en 19 juli 2018 en L1124-35, derde lid, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013;

Gelet op het verslag van 13 juni 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 13 juli 2018 van het Waals Comité C van de plaatselijke en provinciale openbare diensten;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 11 september 2018;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 26 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit van de directeurs-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de financieel directeurs in een gemeente, worden de verrichte prestaties in de volgende overheidsdiensten in aanmerking genomen :

1° de diensten van de Europese Unie, van een Lidstaat van de Europese Unie, van Afrika, van de agglomeraties van gemeenten, van de federaties van gemeenten, van de verenigingen van gemeenten, intercommunale diensten en inrichtingen van maatschappelijk welzijn, van de commissies van openbare onderstand, van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare kassen van lening of van andere overheidsdiensten, hetzij als beroepsmilitair, hetzij als bezoldigd ambt met volledige of onvolledige prestaties;

2° de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, als titularis is van een ambt met volledige prestaties of met onvolledige prestaties die door middel van een weddentoelage wordt bezoldigd;

3° de gesubsidieerde diensten van school- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, als titularis is van een ambt met volledige prestaties of met onvolledige prestaties die door middel van een weddentoelage wordt bezoldigd.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 1, wordt verstaan onder :

1° de dienst van de Europese Unie, van één Lidstaat van de Europese Unie; elke niet over rechtspersoonlijkheid beschikkende dienst die afhangt van de wetgevende, uitvoerende of rechterlijke macht;

2° de dienst van Afrika: elke niet over rechtspersoonlijkheid beschikkende dienst die afhangt van het gouvernement van Belgisch-Congo of van het gouvernement van Ruanda-Urundi;

3° de andere overheidsdiensten;

elke dienst met rechtspersoonlijkheid die ressorteert onder de uitvoerende macht;

b) elke dienst met rechtspersoonlijkheid die ressorteert onder het gouvernement van Belgisch-Kongo of onder het gouvernement van Ruanda-Urundi;

c) elke dienst die ressorteert onder een vereniging van gemeenten, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een agglomeratie of die onder een federatie van gemeenten ressorteert, alsook elke dienst die onder een inrichting ondergeschikt aan een provincie of een gemeente ressorteert;

d) elke andere instelling naar Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welke oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling van koloniaal recht die beantwoordde aan dezelfde voorwaarden;

4° beroepsmilitairen;

de beroepsofficieren, de aanvullingsofficieren en de hulpofficieren;

b) de reserveofficieren die vrijwillige prestaties verrichten met uitsluiting van legeroefeningen;

c) de beroepsonderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de aanvullingsonderofficieren;

d) de militairen met een lagere graad dan die van officier, die dienen op grond van een dienstneming of van een wederdienstneming;

e) de aalmoezeniers van het actieve kader en de reserveaalmoezeniers die in vreedstijd in dienst worden gehouden om het tijdelijk kader van de aalmoezeniersdienst te vormen;

5° de volledige prestaties: de arbeidsprestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt.

Art. 3. De berekening van de geldelijke anciënniteit verworven in de diensten bedoeld in artikel 1 wordt vastgesteld met inachtneming van de volgende beginselen :

1° de diensten die in een ambt met volledige prestaties werden verricht, mogen voor 100 pct. worden medegerekend;

2° de diensten die in een ambt met onvolledige prestaties werden verricht, kunnen worden medegerekend naar rata van het aantal jaren dat zij zouden vertegenwoordigen indien zij zouden zijn verricht in een ambt met volledige prestaties, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller het werkelijk aantal wekelijkse arbeidsprestaties is en de noemer het aantal wekelijkse arbeidsprestaties, welke met volledige arbeidsprestaties overeenkomen;

3° de diensten worden berekend per kalendermaand; die diensten welke geen volle maand bestrijken, worden niet medegeteld;

4° De duur van de diensten die in twee of meer gelijktijdig uitgeoefende ambten werden verricht, mag nooit de duur overschrijden van de diensten die tijdens dezelfde periode in een zelfde ambt met volledige arbeidsprestaties zouden zijn verricht.

Art. 4. De dienstverleningen verricht in de privé-sector of de perioden van activiteit als zelfstandige komen ook in aanmerking voor de berekening van de geldelijke anciënniteit ten belope van maximum 10 jaar op voorwaarde dat die jaren voor het ambt nuttig zijn.

Deze bepaling is van toepassing op de aanwervingen van directeurs die na de inwerking van dit besluit zijn uitgevoerd.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 29 maart 1995 tot vaststelling van de regels betreffende de geldelijke valorisatie van vroegere diensten die in de overheidssector door de gemeentesecretarissen en de gemeenteontvangers werden verricht, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE